



La croissance de l'économie belge s'établirait à 1,5 % en 2018 et en 2019

Les perspectives pour l'économie belge en 2018 et 2019 ont été légèrement modifiées par rapport à nos perspectives de juin. La croissance économique est revue à la baisse de 0,1 point de pourcentage pour chacune des deux années. Tout comme dans la plupart des autres pays de la zone euro, la croissance du PIB est restée en deçà des attentes au second trimestre de 2018. En ce qui concerne l'emploi, il progresserait d'un peu plus de 100 000 personnes sur l'ensemble des deux années. Quant à l'inflation, elle fléchirait légèrement pour atteindre 1,9 % en 2019 contre 2,0 % cette année.

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Notons que ces perspectives macroéconomiques prennent en compte les mesures décidées dans le cadre du budget 2019 uniquement si les modalités d'application en sont suffisamment détaillées.

L'économie de la zone euro continuerait de croître à un rythme régulier, mais moins rapidement qu'en 2017 ...

La croissance économique de la zone euro a ralenti au premier semestre de 2018 (atteignant 0,4 % par trimestre contre 0,7 % par trimestre au second semestre de 2017) sous l'effet de la hausse du prix du pétrole et du repli de la confiance des consommateurs et des producteurs, alimenté entre autres par les craintes de conflits commerciaux. La croissance trimestrielle serait comprise entre 0,4 % et 0,5 % au second semestre de 2018 ainsi qu'en 2019. Grâce à un effet de report favorable, la croissance du PIB de la zone euro devrait néanmoins encore atteindre 2,1 % cette année (après 2,5 % en 2017). Pour 2019, une croissance de 1,8 % est attendue. En revanche, la croissance du PIB américain, portée par une politique budgétaire expansive, grimperait de 2,2 % en 2017 à 2,9 % en 2018 et s'établirait à 2,6 % en 2019.

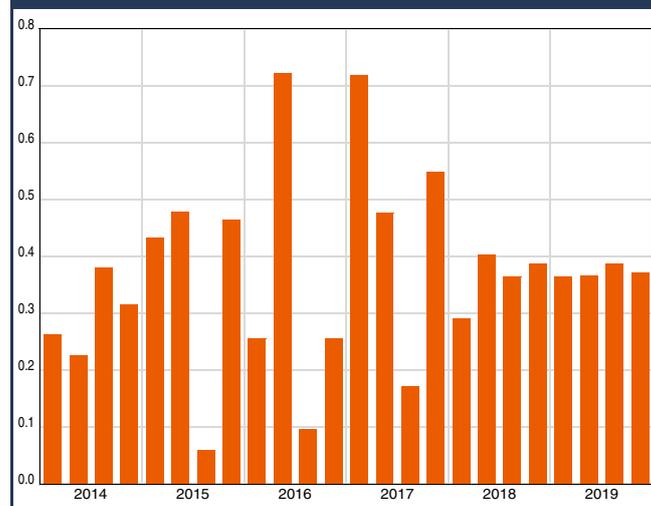
Ce scénario international est entouré de risques importants. Une escalade des conflits commerciaux nuirait à la croissance de l'économie mondiale. De plus, le flou reste de mise sur le devenir des relations commerciales post-Brexit entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Enfin, les incertitudes concernant la politique budgétaire future menée par certains pays de la zone euro peuvent raviver la crainte d'une nouvelle crise de l'euro.

...ce qui entraîne un léger ralentissement de la croissance du PIB belge par rapport à l'an dernier

En s'établissant à 0,3 % au premier trimestre de 2018, la croissance du PIB belge s'est révélée inférieure aux attentes. Elle s'est ensuite quelque peu redressée pour atteindre 0,4 % au deuxième trimestre. Ce rythme de croissance se maintiendrait au second semestre. Sur base annuelle, la croissance du PIB belge ralentirait légèrement, passant de 1,7 % en 2017 à 1,5 % en 2018, sous l'effet principalement du ralentissement de la croissance des exportations. La croissance de la demande intérieure fléchirait également en 2018, la modeste aug-

mentation de la consommation des particuliers n'étant que partiellement compensée par la hausse temporaire des investissements publics. En 2019, la croissance tant des exportations que de la demande intérieure s'accéléurerait. Toutefois, sous l'impulsion de la dynamique des importations, la croissance du PIB se stabiliserait à 1,5 %.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



La conjoncture européenne moins favorable et la croissance particulièrement faible des échanges mondiaux au cours du premier semestre de cette année pèsent sur la croissance en volume des importations et des exportations belges. En 2018, la croissance des exportations belges ne devrait pas dépasser 3,1 %. La contribution des exportations nettes à la croissance économique demeurerait cependant positive compte tenu de la dynamique encore plus faible des importations. En 2019, la croissance des exportations s'établirait à 3,5 %, rythme qui correspond davantage à l'évolution des débouchés extérieurs. Dès lors que les importations progresseraient plus rapidement, les exportations nettes contribueraient légèrement négativement à la croissance économique. Cette contribution négative, conjuguée à la hausse du prix du pétrole, porterait le déficit des opéra-

tions courantes de la balance des paiements à 0,8 % du PIB en 2019.

La croissance du revenu disponible réel des particuliers devrait atteindre 1,8 % cette année et 1,9 % l'an prochain, soit un rythme supérieur à celui de 2017, sous l'effet de nouvelles baisses de l'impôt des personnes physiques et d'une croissance plus soutenue des salaires bruts. Au cours du premier semestre de 2018, le repli de la confiance des consommateurs a toutefois nettement freiné la consommation des particuliers, si bien que cette dernière ne progresserait que de 0,9 % sur l'ensemble de l'année. En 2019, la consommation devrait croître de 1,6 %, soit davantage en ligne avec l'évolution du pouvoir d'achat. Pour la première fois en près de dix ans, le pouvoir d'achat progresserait plus rapidement que la consommation ; le taux d'épargne des particuliers augmenterait dès lors de 11,2 % en 2017 à 12,1 % en 2019. Quant aux investissements en logements, ils croîtraient de 1,0 % en 2018 et de 1,2 % en 2019, soutenus par l'évolution favorable du pouvoir d'achat et des conditions de financement toujours attractives.

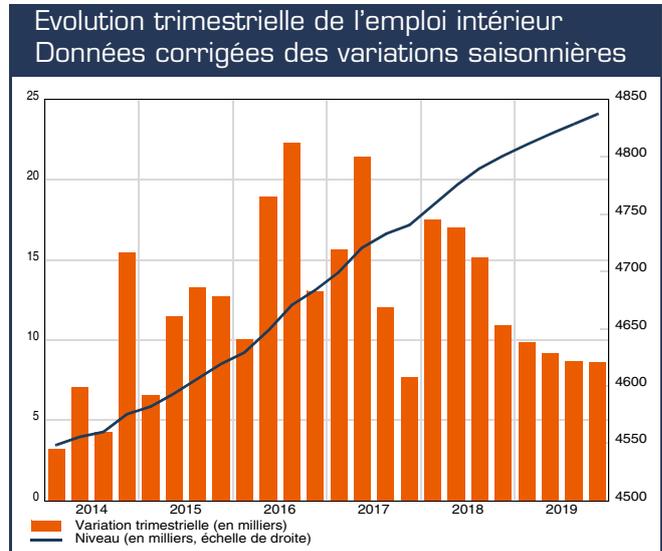
En 2017, la croissance en volume des investissements des entreprises n'a pas dépassé 0,7 %. Ce chiffre a toutefois été influencé à la baisse par plusieurs achats importants (mais intégralement importés) de biens d'investissement qui ont gonflé le résultat en 2016. Si l'on fait abstraction de ces achats, l'activité en matière d'investissements en 2017 apparaît en réalité très dynamique. Le contexte actuel reste propice à l'investissement en raison de la forte rentabilité et des conditions de financement favorables, même si le taux d'utilisation des capacités de production industrielle a quelque peu baissé pour retrouver sa moyenne de long terme. En conséquence, les investissements des entreprises devraient croître de 3,3 % en 2018 et de 3,7 % en 2019.

Compte tenu des mesures dont les modalités sont suffisamment claires, la croissance en volume de la consommation publique devrait s'établir à 1,2 % cette année et à 1,0 % en 2019. La forte croissance en volume des investissements publics en 2018 (9,5 %) provient tant des pouvoirs locaux, à l'approche des élections communales, que des Régions et Communautés. En 2019, cette croissance en volume ne devrait toutefois plus dépasser 0,2 %, compte tenu du repli des investissements des pouvoirs locaux.

La croissance de l'emploi reste soutenue

En 2016 et 2017, l'emploi intérieur a profité non seulement de l'embellie conjoncturelle, mais aussi des mesures de réduction du coût du travail prises depuis 2015. Ces mesures ont favorisé l'intensité en main-d'œuvre de la croissance de l'activité du secteur marchand, portant le nombre d'emplois créés sur l'ensemble des deux années à 123 000 unités (soit une croissance moyenne de 1,3 % par an). Compte tenu d'une hausse plus soutenue du coût salarial, on s'attend, pour 2018 et 2019, à une progression moins prononcée de l'emploi, de l'ordre

de 100 000 unités au total (1,1 % par an en moyenne). Le nombre de travailleurs salariés dans le secteur marchand augmenterait de 79 000 unités et le nombre d'indépendants d'un peu plus de 21 000 unités, tandis que les créations d'emploi public (qui se sont encore élevées à 7 000 unités sur l'ensemble des deux dernières années) se limiteraient à près de 1 000 unités.



L'inflation fléchit à peine

L'inflation belge, mesurée sur la base de la croissance à un an d'intervalle de l'indice national des prix à la consommation, ralentirait à peine cette année (2,0 %) par rapport à 2017 (2,1 %). En 2018, le prix du pétrole exprimé en euro devrait être coté, sur base annuelle, près de 30 % au-dessus de son niveau de 2017, année qui était déjà marquée par une forte hausse des prix de l'énergie. Parallèlement, la disparition des effets de la politique de modération salariale menée au cours de la période 2014-2016 entraîne une accélération de la croissance salariale. Toutefois, l'augmentation de l'inflation sous-jacente reste limitée en 2018, en raison de l'appréciation de l'euro par rapport à la plupart des autres monnaies.

En 2019 aussi, l'inflation ne fléchirait que légèrement (jusqu'à 1,9 %). D'une part, la quasi-stabilisation des prix de l'énergie exerce un effet modérateur. Mais d'autre part, la hausse des coûts intérieurs (suite aux tensions accrues sur le marché du travail) alimente l'inflation sous-jacente et aucune mesure ayant un impact significatif à la baisse sur l'inflation n'est prévue. En 2018, l'inflation est encore freinée par la baisse de la contribution au Fonds Énergie de la Région flamande.

La croissance de l'indice santé, qui n'est pas influencée par l'évolution du prix de l'essence et du diesel notamment, serait inférieure (1,7 %) à l'inflation en 2018 ; toutes deux évolueraient pratiquement au même rythme (1,8 %) en 2019. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot actuel pour les traitements de la fonction publique et les allocations sociales (107,20) serait dépassé en décembre 2019.

Pour plus d'informations:

Ludovic Dobbelaere, 02/507.74.22, ldo@plan.be; Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge
Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires

	2016	2017	2018	2019
Dépenses de consommation finale des particuliers	1.7	1.3	0.9	1.6
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0.5	1.3	1.2	1.0
Formation brute de capital fixe	3.6	0.7	3.4	2.8
Dépenses nationales totales	2.1	1.3	1.1	1.7
Exportations de biens et services	7.5	4.9	3.1	3.5
Importations de biens et services	8.4	4.4	2.7	3.8
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0.6	0.5	0.4	-0.2
Produit intérieur brut	1.5	1.7	1.5	1.5
Indice national des prix à la consommation	2.0	2.1	2.0	1.9
Indice santé	2.1	1.8	1.7	1.8
Revenu disponible réel des particuliers	0.9	1.3	1.8	1.9
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	11.2	11.2	11.9	12.1
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	57.7	65.4	57.6	43.2
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7.9	7.1	5.9	5.7
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	0.1	-0.2	-0.6	-0.8
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	110.6	113.0	119.0	119.4
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	-0.3	-0.3	-0.3	-0.2
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	0.4	0.7	0.7	0.8